

SYNTHESE ELEVE

Thème 1. Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Question 4. Quelles sont les limites de la croissance ?

1- DES LIMITES ECOLOGIQUES

Les limites de notre modèle de croissance se traduisent de diverses manières au niveau environnemental :

- épuisement des ressources non renouvelables qu'il s'agisse des énergies fossiles, des minerais ou encore des réserves halieutiques du fait d'une production et d'une consommation à grande échelle ;
- déforestation liée à l'utilisation du bois mais aussi à l'extension des surfaces agricole ;
- concentration de gaz à effet de serre et dérèglements climatiques (canicules, tsunamis, ouragans, ...) que cela génère.
- catastrophes écologiques telles que des accidents pétroliers, nucléaires ou chimiques.

Il s'agit donc d'une destruction du capital naturel liée à l'exploitation intensive de ces ressources. Les écosystèmes et la biodiversité sont atteints de manière le plus souvent définitive. Le réchauffement climatique s'accélère. Le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) prévoit une élévation moyenne de la température de la terre de 5 degrés à la fin du siècle en cours ainsi qu'une montée du niveau des mers et des océans d'environ un mètre.

Pour les économistes, le problème se pose donc en termes d'externalités négatives sur les biens communs. Sans limitation, sans réglementation, ils sont surexploités, ce qui constitue un obstacle à la croissance future et un frein au développement humain.

Un biologiste, Garrett Hardin désigne cette situation comme une « tragédie des communs » dans la mesure où les agents économiques, animés par une logique individuelle, sont amenés à détruire les ressources naturelles qu'ils exploitent.

2- RENDRE LA CROISSANCE SOUTENABLE

Définir le cadre d'une croissance plus respectueuse du capital naturel et des équilibres écologiques suppose d'articuler la croissance, le développement et la notion de bien-être social. En 1987, dans le cadre de l'ONU, la commission Brundtland a défini la notion de développement durable comme un développement répondant aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable, qui s'inscrit donc à la fois dans une logique intergénérationnelle et intragénérationnelle, renvoie donc à l'idée d'un accroissement du bien-être social. Or, ce bien-être repose sur l'accumulation de différents capitaux :

- le capital naturel : ensemble des ressources naturelles ;
- le capital physique : ensemble des moyens de production (machines, bâtiments) ;
- le capital humain : ensemble des connaissances, des savoir-faire, des qualifications ;
- le capital institutionnel : institutions, lois, règles et valeurs qui organisent la vie sociale.

Pour être soutenable, la croissance doit permettre l'accumulation globale de ces capitaux de façon que les générations futures héritent de conditions de bien-être jugées identiques. La question centrale est donc la

suivante : la perte de capital naturel peut-elle être compensée par l'augmentation de la quantité des autres capitaux, par exemple grâce au progrès technique ?

3- DES LEVIERS D'ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE SOUTENABLE

Trois leviers d'action permettent d'orienter les comportements des agents économiques de façon à réduire leurs externalités négatives en matière environnementale

La **réglementation** vise à modifier leurs comportements des agents économiques tant au niveau de la production que de la consommation et ce, dans le but de réduire leurs émissions de GES.

La **taxation** cherche à inciter les agents économiques à modifier les comportements générant des émissions de GES. C'est la logique du pollueur-payeur : une taxe augmente le coût de production pour l'entreprise et/ou le prix pour les consommateurs. Le coût social est transféré à celui qui en est à l'origine.

L'instauration d'un **marché des quotas d'émission** vise, quant à lui, à inciter les entreprises à émettre moins de GES. Les pouvoirs publics attribuent aux entreprises des principaux secteurs productifs des quotas d'émission qui sont donc des « droits » à émettre du CO₂. Certaines d'entre elles ayant besoin de quotas supplémentaires pour produire plus, doivent s'en procurer sur le marché. D'autres entreprises ayant émis moins de CO₂ que leurs quotas peuvent vendre l'excédent sur le marché. Se créent donc une demande et une offre de quotas d'émission. La confrontation de cette offre et de cette demande détermine le prix du carbone (en tonne équivalent CO₂).

4- L'INNOVATION : UN MOYEN DE RECULER LES LIMITES DE LA CROISSANCE ?

La croissance reposant sur la mobilisation de 4 capitaux (naturel, physique, humain et social), ils déterminent la soutenabilité de la croissance c'est-à-dire la capacité à perpétuer le niveau de vie des générations futures. La croissance soutenable suppose que le stock global de capitaux reste stable.

Pour certains économistes, il suffit donc qu'une baisse de l'un des capitaux soit compensée par la hausse d'un autre. C'est la logique de la « soutenabilité faible » fondée sur l'hypothèse d'une substituabilité des capitaux. Ainsi, le progrès technique permettrait donc de surmonter la raréfaction des ressources naturelles.

En revanche, se placer dans une logique de « soutenabilité forte » repose, au contraire, sur l'idée que les capitaux ne sont pas interchangeable, que la perte de diversité biologique n'est pas compensable par un recours au capital technique par exemple. Pour les tenants de la soutenabilité forte, le progrès technique n'est pas suffisant pour assurer la soutenabilité de la croissance car il ne réduit pas les émissions de CO₂.

